

Créer au cœur de la cité

Entretien avec Yves Sambu

Yves Sambu
(collectif SADI),
SAPE, Kinshasa.
Photo Martin van der
Belen.



Bernard Debroux: Comment êtes-vous venu au monde artistique et quel est le sens et la démarche de votre travail de création ?

Yves Sambu: J'évolue dans le collectif SADI (*Solidarité des artistes pour le développement intégral*), qui est un collectif de jeunes artistes à la recherche de nouvelles formes et expérimentations d'interventions artistiques. Chaque création artistique se construit en rapport avec une situation, ou une population donnée. Nous avons nommé notre démarche inter-influence parce que nous estimons que l'œuvre d'art, dans notre contexte social, a un rôle de vecteur de communication. Grâce à l'art, cette communication peut se faire en dehors de tout statut social, avec n'importe qui, même un ministre.

On dit souvent que les artistes dit engagés sont dans la critique et la condamnation du système politique et social (le gouvernement, la société, etc.) et que s'ils étaient eux-mêmes au pouvoir ils feraient pire encore. Les donneurs de leçons ne sont pas des exemples. Au lieu de donner des leçons, nous, nous voulons convaincre à travers des dialogues. L'inter-influence est basée sur le dialogue. C'est la base de notre démarche. On doit trouver des outils communs. Un acte posé par l'artiste pour susciter des interrogations.

Nous voulons dialoguer avec la population pour qui les concepts d'art, d'exposition, sont très étrangers alors que c'est notre champ d'intervention. Quelqu'un de Kinshasa qui fait des tableaux sur la guerre qui se déroule à l'Est alors qu'il ne l'a jamais vécue est souvent jugé

très sévèrement. Alors quand il va présenter son travail en Europe...

Donc, pour nous, le premier interlocuteur, c'est la population qui est avec nous, en face de nous. Notre travail consiste à aller vers cette population, en écoutant ce qu'elle dit, en essayant de vivre sa situation pour en parler et la décrire du mieux possible.

Ça instaure une sincérité chez l'artiste que la population ressent tout de suite. C'est un débat. Et la population y contribue. Du coup l'art lui parle directement.

SADI est un groupe de huit personnes. Trois d'entre elles ne sont plus avec nous en ce moment : deux sont en France et l'autre vient de partir en Chine pour y faire des études de céramique. Nous sommes donc cinq ici, en Afrique.

Chacun a son médium, sa discipline. Ce qui est intéressant, c'est de travailler ensemble à travers une démarche commune. Moi, j'interviens par la photo et la vidéo. Didier Besongo pratique le théâtre : aujourd'hui il émerge via les stand-up et présente ses spectacles à Brazzaville. Francis Tenda travaille la transformation d'objets quotidiens. Mais en même temps, on n'est pas uniquement l'artiste d'une discipline. Nous nous considérons comme des artistes « hors forme », parce qu'à partir d'une idée, nous réfléchissons au médium qui pourrait le mieux en rendre compte, que ce soit un tableau, une photo ou une vidéo... Cette nature de touche-à-tout, on l'a appelée « hors-format ». Nous nous focalisons principalement sur la vie de la société. Pour l'un de nos projets, nous sommes partis en résidence dans une cité qui subissait beaucoup d'érosion,

Ce texte mis en ligne gratuitement sur le site www.alternatives-theatrales.be est la version intégrale d'un article publié partiellement dans le n° 121-122-123 d'Alternatives théâtrales *Créer à Kinshasa*.

dont les bâtiments et les maisons s'étaient effondrés, et dont on a commencé à repeindre les murs. L'idée était pour nous de peindre l'angoisse de cette population, celle de la cité universitaire de Kindele. On voulait au départ immortaliser en images et en vidéos ce qui restait de cette cité, mais finalement on a repeint les maisons avec ce qu'on retrouvait du contexte historique dans ces habitations : des papiers, des notes, abandonnés. On a tenté de restituer l'Histoire sur les murs. La population était intriguée et des discussions se sont engagées. Les enfants sont venus écrire eux-mêmes sur les murs. Les gens du quartier se demandaient si notre démarche était spontanée ou si nous étions poussés par d'autres, s'il y avait de l'argent d'organismes internationaux, par exemple. Ils ne savaient pas comment nous situer. C'est quand on leur a expliqué qu'ils ont adhéré à notre démarche et sont venus travailler avec nous.

On a ensuite créé un comité qui a pris en charge les problèmes locaux. Un dialogue s'est instauré avec la population, les autorités coutumières, le gouverneur... Auparavant, les journalistes passaient avec leur caméra et envoyaient des messages désespérés à la télé. Il n'y avait plus d'espoir dans ces espaces-là. L'érosion était partout, comme sur la route nationale !

Nous sommes allés voir les autorités, et, à notre grande surprise, ils ont admis qu'ils avaient une part de responsabilité dans la situation actuelle, parce qu'ils avaient vendu des terres sans se préoccuper du cadastre, et que ça avait créé des problèmes.

Il y a eu une prise de conscience dans le public avec lequel nous discutons, et chacun semblait prêt à prendre ses responsabilités.

Nous avons approché le gouverneur, je lui ai expliqué notre idée et il l'a comprise. Je lui ai dit qu'il n'était pas responsable des catastrophes naturelles, que tout ça avait commencé avant qu'il soit gouverneur. La population aussi avait conscience de sa part de responsabilité. Mais au final, la grande route a été reconstruite en partie. Là aussi, l'idée de l'interaction a fonctionné.

C'est ce genre d'expérimentation que nous menons : notre intervention est éphémère, mais elle laisse aussi des traces.

B. D. : Comment en êtes-vous arrivés à avoir votre propre espace, ici, au Mont des Arts ?

Y. S. : Nous louons cet espace et notre contrat de bail s'achève à la fin de cette année. Grâce à la bourse attribuée par la Coopération Belge du développement il y a cinq ans, nous avons pu construire ce petit hangar multi fonctionnel de 12 m² et un bureau, qui nous sert non seulement d'atelier pour nos expérimentations et créations contemporaines, mais aussi de lieu de rencontre d'hommes et de femmes intéressés par la culture.

C'est la raison pour laquelle nous l'appelons *l'atelier Carrefour* ; il permet de travailler avec tout le monde dans le respect de nos divergences d'opinion et nous y accueillons toutes les disciplines artistiques. L'espace appartient au centre Culturel Le Mont des Arts dirigé par François Mbuyamba, Président de l'Observatoire Politique Culturel Africain, basé au Mozambique, mais qui a longtemps été le directeur général de l'Institut National des Arts et fonctionnaire international à l'Unesco. Cet espace a donné non seulement aux

membres du collectif un rayonnement intéressant à leur carrière, mais a permis aussi à d'autres artistes de travailler en liaison avec SADI, et de venir expérimenter avec nous de nouvelles démarches pluridisciplinaires.

Chaque dimanche un concert acoustique y est donné.

Nous travaillons sans subventions, sans budgets.

Cela crée de la fatigue, des tensions, nous subissons une pression permanente, mais le plus important, c'est qu'avec toutes ces expériences, les artistes nous ont donné foi. Ils croient en nous, à chaque fois qu'un artiste vient nous demander notre aide pour le développement de son travail, on est animés d'espoir !

B. D. : Si vous n'avez pas d'aide publique ni privée, comment vivez-vous ?

Y. S. : Par miracle ! Par les faibles cotisations individuelles de nos membres. On arrive à vendre nos photos, nos spectacles, même si ce n'est pas fréquent. Il y a aussi notre participation à Connexion Kin. Nous tenons surtout grâce à la motivation des artistes.

B. D. : Quelle a été votre participation dans Connexion Kin ?

Y. S. : Jusqu'à présent principalement des expositions. Comme Connexion Kin est plutôt une sorte de plateforme des arts scéniques, nous sommes en train de mettre en place un grand spectacle sur la SAPE¹. Ce mouvement informel (composé de toutes sortes de gens qui ont une relation passionnelle très particulière à la mode, aux habits et en font une sorte de rituel, de dogme) existe depuis l'époque coloniale et a subsisté jusqu'à nos jours. Vers la fin des années 1970, une nouvelle génération de sapeurs est apparue et la sape est devenu un acte de revendication sociale. Un sapeur est un artiste engagé, par son combat au quotidien pour exister, pour chercher de la considération et affirmer sa personnalité. Notre travail consistera à mettre sur une scène ce personnage fantasque, affirmant sa différence dans une créativité débridée. Ce sera une création résolument contemporaine, avec des acteurs permanents. Nous voudrions ajouter une touche artistique supplémentaire au sapeur, faire avec lui de nouvelles expériences.

Le sapeur n'est pas seulement un objet. Il est son propre sujet quand il prend la responsabilité de créer pour valoriser sa personne. C'est plus intéressant qu'une photo, c'est plus vivant qu'une vidéo documentaire. Quand on le voit en « live », quand il discute, on est fasciné. Nous avons essayé de prendre en compte ses codes : le spectacle, l'harmonie, le langage, les attitudes. Développer tout un concept pour en faire un véritable spectacle.

Le rêve serait de faire un spectacle avec de grands couturiers du monde et que les sapeurs en soient les mannequins. Travailler avec les grandes marques : Gucci, Jean-Paul Gautier... Ce serait magique et atypique de présenter une ligne de vêtement avec les sapeurs. Nous pouvons y arriver. Des contacts sont en cours avec la fondation Louis Vuitton.

C'est toujours dans la forme que nous essayons de marquer notre différence. Tous les artistes qui viennent ici mais qui ne font pas partie du collectif se sont familiarisés avec notre démarche, tout en cherchant la leur ; c'est dans cette confrontation qu'on évolue.

1. Voir note 1 page 15 de la version papier d'*Alternatives théâtrales* 121-122-123.



Yves Sambu
(collectif SADI),
SAPE, Kinshasa.
Photo D. R.

B. D. : Quel est votre rapport avec le public ?

Y. S. : Ce qui nous motive avant tout c'est d'aller vers le public qui nous entoure. Le quartier est un lieu de rencontre et de frottement de populations différentes. Il y a la limite de l'ancien quartier des blancs, tout proche, où s'effectuait jadis la traite par les Portugais. Il y a le quartier des indigènes, le quartier militaire... On est en permanence en lien avec l'Histoire. Lorsqu'on fait des performances ou qu'on reçoit des artistes, tout commence toujours ici, dans le quartier. Par exemple, un artiste de Lubumbashi, qui était en résidence ici, s'est habillé de bandelettes, comme une momie. Il s'est promené dans le quartier, puis il a creusé un trou, comme pour enterrer quelqu'un. Au départ, ça nous a créé de sérieux problèmes, les gens ont mis du temps à comprendre que nous étions des artistes, que nous voulions être proches d'eux.

B. D. : Votre travail est pluridisciplinaire et vous n'hésitez pas à utiliser les médias...

Y. S. : Nous voulons aussi initier un travail de diffusion des artistes à la télévision. Tous ces musiciens qui se sont produits dans notre *espace carrefour* ne sont même pas connus par leurs voisins de quartier et pourtant ils font de la très bonne musique. C'est pour cette raison qu'on a créé le SADI Acoustik, pour favoriser l'émergence du savoir-faire musical chez les jeunes artistes. Sans pourtant s'éloigner de notre démarche, celui de l'inter-influence, nous avons créé une production de « télé-réalité » : nous allons à la découverte d'un jeune talent dans son quartier, il nous fait découvrir son environnement et deviendra ensuite l'ambassadeur de son quartier. Nous montons un podium pour présenter l'artiste devant son public et un plateau télé pour qu'on palabre et dialogue avec les différents leaders de la communauté sur les problématiques sociales du quartier.

Nous avons réalisé le numéro zéro de ce projet en partenariat avec 11.11.11. L'expérience fut couronnée de succès malgré les difficultés budgétaires et le manque de logistique. Nous avons pu réaliser un grand concert et inviter un député national pour le dialogue avec le quartier.

Travailler avec les chaînes commerciales pose problème. Notre démarche n'est pas toujours comprise.

B. D. : Pourriez-vous organiser les spectacles sans publicité commerciale ?

Y. S. : Non, nous devons passer par là : il faut réunir de l'argent. Ce n'est pas facile de trouver les bons rapports avec les partenaires commerciaux. Les sponsors aiment les concepts qui touchent les grandes masses, ou qui visent la proximité dans les quartiers. Mais ils sont envahissants. Un jour, pour le spectacle des sapeurs, les sponsors ont mis leur panneau devant la scène à tel point qu'on ne voyait pas bien le spectacle et qu'on ne pouvait plus filmer correctement !

Comme on ne peut pas exploiter commercialement les images de ce spectacle, il y a un vrai manque à gagner ! Nous devons aussi explorer les nouvelles possibilités offertes par Internet.

Il faut rassembler toutes ces stratégies pour obtenir les moyens logistiques et financiers afin de réaliser nos différents projets. Le vrai combat est là. On est toujours motivés. Ce sont ces communautés, ces jeunes artistes qui nous donnent cet espoir.

Les « dimanches acoustiques » rencontrent un beau succès mais personne n'est payé, l'entrée est libre. On demande au public de contribuer mais cet apport ne constitue pas grand chose. Les musiciens doivent se déplacer jusqu'ici, se loger, etc. Pourtant, même en ne gagnant rien, ils veulent absolument jouer ici.

Pour les deux semestres qui viennent, tous nos dimanches sont programmés ! La musique prend de plus en plus de place chez nous, les musiciens demandent à présent de jouer tous les jours. On ne veut pas augmenter le rythme car cette programmation se ferait au détriment des arts visuels qui n'auront plus suffisamment d'espace disponible.

Les musiciens que nous invitons ne comprennent pas toujours nos difficultés, mais ils espèrent et croient beaucoup en nous. Nous voudrions plus d'indépendance, ne plus dépendre de notre bailleur. Pour cela il nous faut quitter le *Mont des Arts* et trouver notre propre espace. C'est l'enjeu des mois à venir.

Entretien réalisé à Kinshasa en février 2014.